

**SÉNAT DE BELGIQUE**

SESSION DE 2012-2013

8 JANVIER 2013

**Proposition de résolution visant à intensifier l'action de la Belgique en vue de l'abolition universelle de la peine de mort**

**RAPPORT**

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION  
DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET  
DE LA DÉFENSE  
PAR

**MME ARENA  
ET M. DE BRUYN**

**I. INTRODUCTION**

La commission a examiné la proposition de résolution qui fait l'objet du présent rapport au cours de ses réunions du 11 décembre 2012 et du 8 janvier 2013.

**BELGISCHE SENAAAT**

ZITTING 2012-2013

8 JANUARI 2013

**Voorstel van resolutie betreffende een krachtdadiger optreden van België met het oog op de universele afschaffing van de doodstraf**

**VERSLAG**

NAMENS DE COMMISSIE VOOR  
DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN EN  
VOOR DE LANDSVERDEDIGING  
UITGEBRACHT DOOR

**MEVROUW ARENA  
EN DE HEER DE BRUYN**

**I. INLEIDING**

De commissie besprak dit voorstel van resolutie tijdens haar vergaderingen van 11 december 2012 en 8 januari 2013.

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

**Président / Voorzitter :** Karl Vanlouwe.**Membres / Leden :**

N-VA	Piet De Bruyn, Patrick De Groot, Karl Vanlouwe, Sabine Vermeulen.
PS	Marie Arena, Philippe Mahoux, Olga Zrihen.
MR	Armand De Decker, Dominique Tilmans.
CD&V	Sabine de Bethune, Rik Torfs.
sp.a	Bert Anciaux, Dalila Douifi.
Open Vld	Yoei Vastersavendts.
Vlaams Belang	Anke Van dermeersch.
Écolo	Jacky Morael.
cdH	Vanessa Matz.

**Suppléants / Plaatsvervaarders :**

Frank Boogaerts, Huub Broers, Lieve Maes, Elke Sleurs, Helga Stevens.  
Hassan Bouseetta, Fatiha Saïdi, Louis Siquet, Muriel Targnion.  
Jacques Brotchi, Christine Defraigne, Richard Miller.  
Jan Durnez, Cindy Franssen, Peter Van Rompu.  
Fatma Pehlivan, Ludo Sannen, Fauzaya Talhaoui.  
Nele Lijnen, Bart Tommelein.  
Yves Buysse, Bart Laeremans.  
Zakia Khattabi, Claudia Niessen.  
André du Bus de Warnaffe, Dimitri Fourny.

*Voir :***Documents du Sénat :****5-456 - 2010/2011 :**

N° 1 : Proposition de résolution de Mme Matz et M. Anciaux.

**5-456 - 2012/2013 :**

N° 2 : Amendements.

*Zie :***Stukken van de Senaat :****5-456 - 2010/2011 :**

Nr. 1 : Voorstel van resolutie van mevrouw Matz en de heer Anciaux.

**5-456 - 2012/2013 :**

Nr. 2 : Amendementen.

## II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE MME VANESSA MATZ ET DE M. BERT ANCIAUX, AUTEURS DE LA PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Mme Matz signale qu'il est hautement symbolique que cette proposition de résolution soit à l'ordre du jour de la commission, le 11 décembre, au lendemain de la journée internationale des droits de l'homme. On peut être interpellé par des cas nombreux qui surgissent et resurgissent à l'heure actuelle en ce qui concerne la peine de mort. L'Inde a mis fin à son moratoire qui était en vigueur depuis 2004. Le Pakistan et l'Afghanistan continuent à procéder à des exécutions. D'autres pays comme le Sri Lanka et le Bangladesh seraient aussi prêts à remettre en vigueur la peine capitale. Le Hamas a exécuté plusieurs personnes à Gaza. Aux États-Unis, la peine de mort reste toujours applicable.

L'Accord de gouvernement du 1<sup>er</sup> décembre 2011 (p. 166) et la note de politique générale Affaires étrangères, Commerce extérieur et Affaires européennes du 21 décembre 2011 (doc. Chambre, n° 53 1964/10, p. 9) prévoient que : « Une attention toute particulière sera portée à la liberté d'expression, la question de genre, la justice sociale et climatique et la lutte contre la peine de mort. » Le gouvernement veut se montrer donc audacieux sur cette problématique. Ces problèmes s'aggravent au niveau international et il faut donc sensibiliser le gouvernement à ce propos.

M. Anciaux renvoie à la définition qu'établit Amnesty International de la peine de mort, qui est qualifiée de peine la plus cruelle, la plus inhumaine et la plus dégradante qui soit. Heureusement, la Belgique ne pratique plus la peine de mort depuis une cinquantaine d'années. Elle a été abolie conformément à la loi du 10 juillet 1996 portant abolition de la peine de mort et modifiant les peines criminelles. De nombreux pays partenaires de la Belgique dans le cadre de la coopération au développement ne sont cependant même pas disposés à réduire l'exécution de la peine de mort. La Chine applique encore régulièrement la peine de mort, et les États-Unis jouissent eux aussi d'une mauvaise réputation à ce sujet. L'intervenant espère dès lors que M. Barack Obama, le président des États-Unis, qui va entamer son second mandat en janvier 2013, s'opposera au lobby qui considère encore la peine de mort comme une absolue nécessité. La Belgique et l'Union européenne doivent continuer à prendre les mesures qui s'imposent pour inscrire la problématique à l'ordre du jour européen et international.

## II. INLEIDENDE UITEENZETTING VAN MEVROUW VANESSA MATZ EN DE HEER BERT ANCIAUX, INDIENERS VAN HET VOORSTEL VAN RESOLUTIE

Mevrouw Matz wijst erop dat het erg symbolisch is om dit voorstel van resolutie op de agenda van de commissie te plaatsen, 11 december ligt namelijk aan de vooravond van de internationale dag van de rechten van de mens. Heel wat nieuwe en terugkerende gevallen die met de doodstraf te maken hebben, kunnen ons niet onberoerd laten. India heeft zijn moratorium dat van kracht was in 2004, opgeheven. Pakistan en Afghanistan blijven de doodstraf uitvoeren. Andere landen, zoals Sri Lanka en Bangladesh zouden bereid zijn om de doodstraf terug in te voeren. Hamas executeerde verschillende personen in Gaza. In de Verenigde Staten wordt de doodstraf nog altijd uitgevoerd.

Het Regeerakkoord van 1 december 2011 (blz. 166) en de algemene Beleidsnota Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken van 21 december 2011 (stuk Kamer, nr. 53-1964/10, blz. 9) bepalen het volgende: « Er zal vooral aandacht uitgaan naar vrijheid van meningsuiting, gelijkheid tussen mannen en vrouwen, sociale rechtvaardigheid, de klimaatkwestie en de strijd tegen de doodstraf. » De regering wil dus een gedurfde opstelling nemen tegenover die problematiek. Die problemen worden steeds ernstiger op internationaal vlak en de regering dient hier dus op te worden geattendeerd.

De heer Anciaux verwijst naar de omschrijving van Amnesty International van de doodstraf die wordt bestempeld als de meest wrede, meest onmenselijke en meest vernederende van alle straffen. Gelukkig voerde België de doodstraf sinds een vijftigtal jaar niet meer uit en werd deze afgeschaft overeenkomstig de wet van 10 juli 1996 tot afschaffing van de doodstraf en tot wijziging van de criminele straffen. Talrijke partnerlanden van België voor de ontwikkelingssamenwerking maken echter nog zelfs nog geen aanstalten om de uitvoering van de doodstraf te verminderen. In China worden er nog geregeld executies uitgevoerd en ook de USA heeft op dit gebied een kwalijke reputatie. Spreker hoopt dan ook dat de heer Barack Obama, president van de USA in zijn tweede ambtsperiode, die aanvangt vanaf januari 2013, zal ingaan tegen de lobby die de doodstraf nog als een absolute noodzaak beschouwt. België moet samen met de EU stappen blijven nemen om dit op de Europese en internationale agenda te blijven zetten.

### III. DISCUSSION GÉNÉRALE

M. Miller signale que la peine de mort est une constante des différents régimes politiques. Dans le passé judéo-chrétien de l'Europe, la mise à mort d'une personne qui aurait commis un délit punissable par la peine de mort n'a jamais été considérée comme étant en contradiction avec les fondements même de cette civilisation, notamment avec les Dix Commandements. Tous les États chrétiens ont pratiqué la peine de mort malgré le sixième commandement qui prévoit : « Tu ne tueras point. »

L'abolition de la peine de mort marque une rupture, unique au monde, avec l'ancienne société judéo-chrétienne. Elle revêt un caractère essentiel pour notre système démocratique. La proposition de résolution porte donc sur un thème d'une importance exceptionnelle pour notre société. Il représente un acquis démocratique inscrit dans notre Constitution et basé sur la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Il faut que les dispositions de cette proposition de résolution portent sur un maximum de pays, dont les États-Unis, étant donné que la peine de mort va à l'encontre des valeurs humaines européennes.

M. Torfs signale qu'on peut lire dans les développements de la proposition de résolution qu'« à eux seuls, cinq pays concentrent la grande majorité des exécutions capitales : la Chine, l'Iran, l'Irak, l'Arabie saoudite et les États-Unis » (doc. Sénat, n° 5-456/1, p. 2). Dans le deuxième point du dispositif de la proposition de résolution, il est également demandé au gouvernement de « mener des démarches spécifiques à l'égard des pays qui pratiquent le plus la peine de mort » (doc. Sénat, n° 5-456/1, p. 5). Cependant, notre gouvernement fait souvent prévaloir les intérêts commerciaux et le profit contre les principes éthiques, tels que formulés dans des résolutions.

M. De Bruyn attire l'attention sur l'approche différente et plus réaliste d'Amnesty International au sujet de l'abolition de la peine de mort dans le monde entier. On peut déjà s'estimer satisfait si un pays tel que la Chine met à disposition des chiffres vérifiables et corrects en matière de condamnations à mort. Pour d'autres pays, l'objectif est d'obtenir un moratoire et, dans les pays où la peine de mort n'est plus exécutée, on insiste pour qu'elle soit abolie. Amnesty International adapte donc sa démarche en fonction de l'évolution d'un pays donné.

Le représentant du ministre des Affaires étrangères confirme que la lutte contre la peine de mort constitue une priorité du gouvernement dans le cadre du respect des droits de l'homme. Notre pays est un acteur actif sur la scène internationale, sur le plan tant bilatéral que multilatéral, en ce qui concerne la lutte contre la peine de mort. Au niveau de l'Union européenne, la

### III. ALGEMENE BESPREKING

De heer Miller wijst erop dat de doodstraf een constante is in de verschillende politieke stelsels. In het Europese joods-christelijke verleden werd het doden van iemand die een feit zou hebben gepleegd dat strafbaar is met de doodstraf, nooit beschouwd als in strijd met de grondslagen van de samenleving, meer bepaald met de Tien Geboden. Alle christelijke staten hebben de doodstraf toegepast ondanks het zesde gebod : « Dood niet, geef geen ergernis. »

De afschaffing van de doodstraf luidt een breuk in met de oude joods-christelijke samenleving, een unicum in de wereld. Dit is een essentieel kenmerk van ons democratisch systeem. Het voorstel van resolutie betreft dus een thema van uitzonderlijk belang voor onze samenleving. Het vertegenwoordigt een democratische verworvenheid die in onze Grondwet is ingeschreven en gebaseerd is op de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens.

De bepalingen van dit voorstel van resolutie moeten op zoveel mogelijk landen betrekking hebben, waaronder de Verenigde Staten, aangezien de doodstraf indruist tegen de Europese menselijke waarden.

De heer Torfs merkt op dat in de toelichting van het voorstel van resolutie wordt gesteld dat « De grote meerderheid van de terechtstellingen plaats vindt in slechts vijf landen, met name : China, Iran, Irak, Saoedi-Arabië en de Verenigde Staten » (stuk Senaat, nr. 5-456/1, blz. 2). In punt 2 van het dispositief van het voorstel van resolutie wordt ook gevraagd aan de regering om « specifieke stappen te ondernemen jegens de landen die de doodstraf het vaakst tot uitvoering brengen » (stuk Senaat, nr. 5-456/1, blz. 5). Ons land geeft echter dikwijls de voorrang aan commerciële belangen en geldgewin boven ethische principes, uitgedrukt in resoluties.

De heer De Bruyn wijst op de gewijzigde, meer realistische aanpak van Amnesty International inzake de wereldwijde afschaffing van de doodstraf. Men is al tevreden als voor een land als China verifieerbare en correcte cijfers inzake terdoodveroordelingen worden ter beschikking gesteld. Voor andere landen wordt gestreefd naar het bereiken van een moratorium en in landen waar de doodstraf niet meer wordt uitgevoerd wordt aangedrongen op de afschaffing ervan. Amnesty International moduleert dus zijn visie naar gelang van de evolutie die een bepaald land al heeft doorgemaakt

De vertegenwoordiger van de minister van Buitenlandse Zaken bevestigt dat de strijd tegen de doodstraf een prioriteit van de regering vormt in het kader van de naleving van de mensenrechten. Ons land is een actieve speler op het internationale toneel, zowel bilateraal als multilateraal, voor wat de strijd tegen de doodstraf betreft. Op het niveau van de Europese Unie

Belgique fait partie d'un groupe des amis du Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui vise l'abolition de la peine de mort. Cela engendre une série de démarches au niveau multilatéral et les efforts conjugués de la communauté internationale ont incité de plus en plus de pays à ne plus appliquer la peine de mort ou à introduire un moratoire. D'après les dernières données, il y a cent cinquante États sur les cent nonante-trois États membres des Nations unies qui ont aboli la peine de mort ou qui ont introduit un moratoire. Différentes résolutions soutenant les efforts internationaux à cet égard ont été adoptées au sein de la Troisième Commission de l'Assemblée générale.

De plus, des démarches efficaces ont été effectuées auprès des pays qui appliquent toujours la peine de mort pour respecter des standards minimum internationaux. On demande à ces pays d'appliquer la peine de mort pour un nombre de crimes de plus en plus limité. Cette donnée n'est pas suffisamment reflétée dans la proposition de résolution.

Le Yémen ne figure pas sur la liste des pays mentionnés qui concentrent la grande majorité des exécutions capitales. Dans des pays comme le Vietnam et la Chine des progrès ont été engrangés récemment et le nombre de cas où la peine de mort s'applique a été réduit.

L'orateur se réfère au point 4 du dispositif qui recommande au gouvernement « de prendre les initiatives appropriées au sein du Conseil des droits de l'homme des Nations unies pour accélérer l'abolition universelle de la peine de mort, y compris par la création d'un groupe de travail permanent à cet effet ». Or, pour l'instant, la question de l'abolition de la peine de mort fait partie du mandat du Rapporteur spécial pour les Exécutions. La création d'un groupe de travail *ad hoc* risque d'être contreproductive dans le cadre de la campagne pour abolir la peine de mort.

#### IV. DISCUSSION DES AMENDEMENTS

##### A. Considérants

###### Point C

M. Vanlouwe dépose l'amendement n° 7 qui vise à remplacer au point C des considérants les mots « la présence de la Belgique au » par les mots « la participation active de la Belgique aux travaux du ».

M. Vanlouwe explique qu'il s'agit ici d'une correction technique, conformément à l'amendement n° 5 au point 4 du dispositif. En effet, la Belgique n'est plus membre du Conseil des droits de l'homme.

maakt België deel uit van een groep van vrienden van het Tweede Facultatieve Protocol behorende bij het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten tot afschaffing van de doodstraf. Hierdoor wordt er een reeks multilaterale stappen ondernomen en de gezamenlijke inspanningen van de internationale gemeenschap hebben steeds meer landen ertoe aangespoord om de doodstraf niet meer toe te passen of een moratorium in te stellen. Uit de recentste gegevens blijkt dat honderdvijftig van de honderddrieënnegentig lidstaten van de Verenigde Naties de doodstraf hebben afgeschaft of een moratorium hebben ingesteld. Verschillende resoluties tot ondersteuning van de internationale inspanningen hiertoe, werden goedgekeurd binnen de Derde Commissie van de algemene Vergadering.

Bovendien werden er doeltreffende stappen ondernomen bij landen die nog altijd de doodstraf uitvoeren om hen minimale internationale standaarden te laten naleven. Die landen wordt verzocht de doodstraf uit te voeren voor een steeds beperkter aantal misdaden. Dat feit komt niet voldoende tot uiting in het voorstel van resolutie.

Jemen staat niet op de lijst van landen waar de doodstraf het meest wordt uitgevoerd. In landen zoals Vietnam en China werd er onlangs vooruitgang geboekt en het aantal gevallen waarop de doodstraf van toepassing is, daalde.

Spreker verwijst naar punt 4 van het dispositief waarin de regering wordt verzocht « binnen de Raad voor de mensenrechten van de Verenigde Naties de passende initiatieven te nemen om de universele afschaffing van de doodstraf te bespoedigen, inclusief via de oprichting van een permanente werkgroep daarvoor ». Momenteel maakt het probleem van de afschaffing van de doodstraf deel uit van het mandaat van de speciale rapporteur voor executies. De oprichting van een *ad hoc* werkgroep zou contraproductief kunnen zijn in het kader van de campagne voor de afschaffing van de doodstraf.

#### IV. BESPREKING VAN DE AMENDEMENTEN

##### A. Considerans

###### Punt C

De heer Vanlouwe dient het amendement nr. 7 in dat ertoe strekt om in punt C van de considerans, de woorden « aanwezig is » te vervangen door de woorden « actief deelneemt aan de werkzaamheden van ».

De heer Vanlouwe legt uit dat het hier gaat om een technische correctie, in overeenstemming met amendement nr. 5 op punt 4 van het dispositief. België is immers niet langer lid van de mensenrechtenraad.

L'amendement n° 7 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

*Point K (nouveau)*

Mme Arena dépose l'amendement n° 1 qui tend à ajouter aux considérants, un nouveau point K, rédigé comme suit: «K. saluant l'adoption par la troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations unies du projet de résolution «Moratoire sur l'application de la peine de mort».»

MM. Vanlouwe et De Grootte déposent l'amendement n° 2 qui tend à ajouter aux considérants un nouveau point K rédigé comme suit: «K. renvoyant au projet de résolution, adopté, le 19 novembre 2012, par cent dix pays au sein de la troisième commission de l'Assemblée générale des Nations unies visant à appeler les États membres pratiquant des exécutions capitales à instituer un moratoire sur celles-ci.»

M. Vanlouwe explique qu'il s'agit d'une actualisation liée à des négociations au niveau des Nations unies pour un moratoire mondial. Cet amendement est plus spécifique que l'amendement n° 1 de Mme Arena car il mentionne le nombre de pays qui ont pris part au vote, ainsi que la date du vote.

M. Anciaux suppose que ces cent dix pays ont pour objectif de faire en sorte que la peine de mort ne soit plus exécutée. Le moratoire n'est, selon l'intervenant, pas le bon terme car il équivaut à un gel de la situation actuelle. Il s'agit en fait d'une étape intermédiaire.

Selon M. Torfs, le terme moratoire signifie dans ce cas que la peine de mort n'est plus appliquée, sans être effectivement abolie, ce qui a longtemps été le cas dans notre pays.

M. Vanlouwe comprend cette position mais considère qu'il est important que cette référence au projet de résolution des Nations unies soit reprise dans la proposition de résolution.

Le représentant du ministre des Affaires étrangères précise que dans l'intervalle, le projet de résolution précité a été adopté par l'Assemblée générale des Nations unies le 20 décembre 2012.

L'amendement n° 2 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents. Ayant la même portée que l'amendement n° 2, l'amendement n° 1 est retiré par l'auteur.

Amendement nr. 7 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

*Punt K (nieuw)*

Mevrouw Arena dient amendement nr. 1 in dat ertoe strekt een nieuw punt K toe te voegen, luidende: «verheugd over de goedkeuring van het ontwerp van resolutie «Moratorium on the Use of the Death Penalty» door de derde Commissie van de algemene Vergadering van de Verenigde Naties.»

De heren Vanlouwe en De Grootte dienen het amendement nr. 2 in dat ertoe strekt om in de considerans een nieuw punt K toe te voegen luidende: «K. verwijzend naar het ontwerp van resolutie, waarin de lidstaten worden opgeroepen om een moratorium op de doodstraf in te stellen en die op 19 november 2012 werd aangenomen door honderd-en-tien landen binnen de Derde Commissie van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties»

De heer Vanlouwe legt uit dat het een actualisering betreft in verband met onderhandelingen op VN-niveau voor een wereldwijd moratorium. Het is specifieker dan het amendement nr. 1 van mevrouw Arena want het bevat het aantal landen dat aan de stemming heeft deelgenomen evenals de datum van de stemming.

De heer Anciaux gaat ervan uit dat het de bedoeling van deze honderdentien landen is om de doodstraf niet meer uit te voeren. Moratorium is volgens spreker geen juiste term omdat dit neerkomt op het bevriezen van de huidige situatie. Het gaat dus in feite om een tussenstap.

Volgens de heer Torfs betekent moratorium in dit geval dat de doodstraf niet meer wordt uitgevoerd zonder dat ze daadwerkelijk wordt afgeschaft, wat in ons land lange tijd het geval was.

De heer Vanlouwe begrijpt deze stelling maar vindt het wel belangrijk dat deze verwijzing naar het genoemde ontwerp van resolutie wordt opgenomen in het voorstel van resolutie.

De vertegenwoordiger van de minister van Buitenlandse Zaken verduidelijkt dat het voornoemde ontwerp van resolutie ondertussen werd goedgekeurd door de algemene Vergadering van de Verenigde Naties op 20 december 2012.

Amendement nr. 2 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden. Aangezien amendement nr. 1 dezelfde strekking heeft als amendement nr. 2, wordt het ingetrokken door de indiener.

**B. Dispositif***Point 2*

M. Vastersavendts et consorts déposent l'amendement n° 4, qui vise à supprimer au point 2 du dispositif les mots « le plus » entre les mots « qui pratiquent » et les mots « la peine de mort, ».

M. Vasteravendts souligne que chaque vie humaine a une grande valeur. Le point 2 n'évoque que les pays qui appliquent le plus la peine de mort. Non seulement ce critère est particulièrement vague (que signifie « le plus » ?), mais surtout chaque peine de mort exécutée est une mort de trop. L'intervenant pense que c'est également l'avis des auteurs et qu'il est donc indiqué de supprimer les mots « le plus ».

M. Anciaux soutient l'amendement n° 4, car il ne peut être question d'une indignation sélective quand une peine de mort est prononcée.

L'amendement n° 4 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

*Point 4*

M. Vastersavendts et consorts déposent l'amendement n° 5, qui vise à remplacer le point 4 du dispositif comme suit : « de prendre les initiatives appropriées au sein des Nations unies pour accélérer l'abolition universelle de la peine de mort; ».

M. Vastersavendts explique que certains points de la proposition de résolution sont dépassés. La Belgique, qui ne fait pas partie du Conseil des droits de l'homme, ne peut donc pas accéder à la demande formulée au point 4 qui est basé sur les considérants C et D. La Belgique peut tout au plus aborder cette question aux Nations unies, mais pas dans le cadre du Conseil des droits de l'homme. La Belgique ne peut donc pas demander elle-même à ce conseil de créer un groupe de travail relatif à la peine de mort.

L'amendement n° 5 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

*Point 6*

MM. Vanlouwe et De Groote déposent l'amendement n° 3 qui vise à compléter le point 6 du dispositif comme suit : « Quant aux pays partenaires qui, après une concertation diplomatique, continuent à exécuter des prisonniers, il convient de diminuer progressivement l'aide bilatérale qui leur est accordée. »

**B. Dispositief***Punt 2*

De heer Vastersavendts c.s. dient het amendement nr. 4 in dat ertoe strekt in punt 2 van het dispositief, de woorden « het vaakst » tussen de woorden « die de doodstraf » en de woorden « tot uitvoering » te doen vervallen.

De heer Vasteravendts legt er de nadruk op dat elk mensenleven waardevol is. In punt 2, wil men zich enkel richten tot die landen die de doodstraf het vaakst uitvoeren. Niet alleen is dit criterium bijzonder vaag (wat betekent « het vaakst » ?), bovenal is elke doodstraf die wordt uitgevoerd er één te veel. Dit is naar het aanvoelen van de spreker ook het uitgangspunt van de indieners en bijgevolg is het aangewezen de woorden « het vaakst » te schrappen.

De heer Anciaux steunt het amendement nr. 4 omdat er geen sprake kan zijn van selectieve verontwaardiging wanneer men de doodstraf uitspreekt.

Amendement nr. 4 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

*Punt 4*

De heer Vastersavendts c.s. dient het amendement nr. 5 in dat ertoe strekt het punt 4 van het dispositief als volgt te vervangen : « binnen de Verenigde Naties de passende initiatieven te nemen om de universele afschaffing van de doodstraf te bespoedigen; ».

De heer Vastersavendts legt uit dat het voorstel van resolutie op enkele punten is achterhaald. België, niet verkozen als lid van de mensenrechtenraad, kan dus de vraag die in punt 4 aan de orde is en gebaseerd op de consideransen C en D, niet inwilligen. België kan dit hooguit aanklaarten bij de VN maar dus niet binnen de mensenrechtenraad. Aldus kan België niet zelf binnen deze raad pleiten voor een werkgroep betreffende de doodstraf.

Amendement nr. 5 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

*Punt 6*

De heren Vanlouwe en De Groote dienen het amendement nr. 3 in dat ertoe strekt om in het dispositief, het punt 6 als volgt aan te vullen : « voor partnerlanden die, na diplomatiek overleg, gevangenen blijven executeren, moet de bilaterale hulp worden verminderd ».

M. Vanlouwe explique qu'il est bon de plaider contre la peine de mort auprès de nos pays partenaires. Cependant, si ces derniers persistent à procéder à des exécutions, le gouvernement doit aussi oser prendre la décision de réduire l'aide directe.

M. De Decker se rallie à la philosophie de cet amendement. Il fait observer que de nombreux pays partenaires de la coopération au développement belge appliquent encore la peine de mort, dont la Palestine.

Le représentant du ministre des Affaires étrangères signale que les relations entre la Belgique et les pays partenaires de la coopération au développement sont régies par des clauses afférentes au respect des droits de l'homme.

M. De Decker confirme qu'il existe un cadre juridique à cet effet. Il dépose en conséquence l'amendement n° 6 qui tend à compléter le point 6 proposé du dispositif par les mots « conformément à la loi relative à la coopération internationale belge ».

L'amendement n° 6 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents. L'amendement n° 3 ainsi sous-amendé par l'amendement n° 6 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

## V. VOTE

La proposition de résolution amendée est adoptée à l'unanimité des 11 membres présents.

Confiance a été faite aux rapporteurs pour la rédaction du présent rapport.

*Les rapporteurs,*  
Marie ARENA.  
Piet DE BRUYN.

*Le président,*  
Karl VANLOUWE.

\*  
\* \*

**Texte adopté par la commission  
(voir le doc. Sénat, n° 5-456/4 — 2012/2013).**

De heer Vanlouwe legt uit dat het aangewezen is de strijd tegen de doodstraf te bepleiten bij onze partnerlanden. Maar indien de partnerlanden blijven vasthouden aan executies, moet de regering ook de beslissing durven nemen om de directe hulp te verminderen.

De heer De Decker sluit zich aan bij de filosofie die aan de basis ligt van dit amendement. Spreker merkt op dat heel wat partnerlanden van de Belgische ontwikkelingssamenwerking, zoals Palestina, nog steeds de doodstraf toepassen.

De vertegenwoordiger van de minister van Buitenlandse Zaken wijst erop dat de relaties tussen België en de partnerlanden voor ontwikkelingssamenwerking worden geregeld door clausules betreffende de naleving van de mensenrechten.

De heer De Decker bevestigt dat er daartoe een juridisch kader bestaat. Bijgevolg dient spreker amendement nr. 6 in dat ertoe strekt in het voorgestelde punt 6 van het dispositief aan te vullen met de woorden « overeenkomstig de wet betreffende de Belgische internationale samenwerking ».

Amendement nr. 6 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden. Het aldus door amendement nr. 6 gesubamendeerde amendement nr. 3 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

## V. STEMMING

Het geamendeerde voorstel van resolutie wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Vertrouwen werd geschonken aan de rapporteurs voor het opstellen van dit verslag.

*De rapporteurs,*  
Marie ARENA.  
Piet DE BRUYN.

*Le président,*  
Karl VANLOUWE.

\*  
\* \*

**Tekst aangenomen door de commissie  
(zie stuk Senaat, nr. 5-456/4 — 2012/2013).**